

Service instructeur : Direction de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire  
Rapporteur : Monsieur le Maire

## Délibération du conseil municipal – DEL2019/104 Séance du 1<sup>er</sup> juillet 2019

L'an deux mille dix-neuf, le premier juillet, à 18 heures 30. Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 2019 s'est réuni à l'Hôtel de ville sous la présidence de Nicolas CRIAUD, Maire.

**Etaient présents :** Pascal LOIRAT - Françoise JOUNIER - Luc PORTET - Catherine LACROIX - Bernard MACÉ - Anouk PAOLOZZI-DABO - Frédéric DUNET - Jacques GUIHÉNEUF - Laurent BOULO - Nadège VÉRON - Chantal DEMY - Marie-Claude BARRET - Laurence GEFFRAY - Laurent CHASSAING - Valérie SAUVIAT - Joseph GAULTIER - Gwénaëlle MORVAN - Fabrice GUILLET - Joëlle URVOIS - Anne-Martine GUILLOUX - Marie-Line MOREAU - Hélène CHALLIER - - Emmanuelle SOALHAT - Frédéric MICHÉ - Anne-Gaëlle RÉVAULT - François PAGEAU

**Etaient excusés :** Thierry de LORGERIL donne pouvoir à Nicolas CRIAUD - Patrice GUIHARD donne pouvoir à Luc PORTET - Marie-Annick DURAND donne pouvoir à Françoise JOUNIER - Laurence LÉPINE donne pouvoir à Anouk PAOLOZZI-DABO - Hervé NAËL donne pouvoir à Hélène CHALLIER - Dominique MIGAULT donne pouvoir à Emmanuelle SOALHAT

**Secrétaire de Séance :** Pascal LOIRAT

## **Objet : Révision du règlement local de publicité – Arrêt et Bilan de la concertation**

Par délibération n°2018/47 du 23 avril 2018, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Règlement Local de Publicité (RLP) en vigueur, et fixé :

- les objectifs poursuivis :
  - adapter ce document en tenant compte du nouveau cadre juridique et réglementaire fixé notamment par la loi Grenelle II (Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) qui est venue modifier le contenu des règlements locaux de publicité et impose une mise en conformité du document avant le 13 juillet 2020,
  - prendre en considération l'institution de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), approuvée par délibération du 13 novembre 2017, et dont le périmètre est modifié par rapport à l'ancienne ZPPAUP,
  - faire évoluer les zones de l'actuel Règlement Local de Publicité, adapté au nouveau règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 novembre 2017.
- les modalités de concertation :
  - information sur l'avancement de la procédure de révision du RLP sur le site internet de la ville,
  - organisation d'une réunion avec les associations environnementales, l'ensemble des acteurs économiques du territoire et les afficheurs,
  - mise à disposition du public du RLP existant et d'un registre permettant la formulation d'observations et de propositions tout au long de la procédure de révision du RLP,
  - concertation avec les services de l'Etat et les Personnes Publiques Associées (PPA),

- organisation d'une réunion publique.

En vertu de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la concertation avec le public s'est déroulée tout au long de l'élaboration du projet et prend fin à la clôture des registres avant l'arrêt du projet.

Le bilan de la concertation sera par la suite annexé au dossier d'enquête publique.

Les principales étapes de révision du Règlement Local de Publicité sont les suivantes :

- diagnostic et orientations du RLP,
- élaboration des pièces réglementaires du RLP,
- élaboration du dossier de RLP pour arrêt en Conseil Municipal,
- avis des PPA, enquête publique, puis finalisation pour approbation du RLP par le Conseil Municipal.

Le diagnostic de l'état des dispositifs publicitaires, pré-enseignes et enseignes sur le territoire communal mentionne :

- des secteurs sur la commune aux enjeux distincts : espaces paysagers remarquables, entrées de ville et traversées urbaines principales, centre-ville historique, bourgs et villages, secteurs à vocation économique,
- une concentration maîtrisée de dispositifs publicitaires sur la commune en raison du caractère restrictif de l'actuel Règlement Local de Publicité,
- la présence importante des enseignes liées aux nombreuses activités économiques, commerciales et artisanales sur la commune,
- la présence d'une majorité d'enseignes et de dispositifs publicitaires conforme au Règlement National de Publicité et au Règlement Local de Publicité,
- l'existence d'enseignes et de dispositifs publicitaires non conformes au regard du Règlement National de Publicité et du Règlement Local de Publicité actuel (type de dispositif, surface, nombre, implantation, etc).

Au regard du diagnostic, les orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité fixées sont les suivantes :

- orientation 1 : Valoriser le patrimoine et les paysages emblématiques et conforter l'attractivité de Guérande,
- orientation 2 : Garantir un cadre de vie de qualité,
- orientation 3 : Assurer une qualité paysagère des entrées de ville et principales traversées urbaines,
- orientation 4 : Rechercher un équilibre entre dynamisme économique et préservation du paysage.

Ces orientations ont fait l'objet d'un débat en Conseil Municipal le 25 mars 2019 (délibération n°2019/48).

5 grands types de zones ont été définis, pour certaines divisées en sous-zones, afin d'adapter la réglementation au contexte urbain et aux enjeux de chaque secteur.

L'ensemble du dossier de projet de RLP et le bilan de la concertation ont été transmis aux conseillers municipaux sur support numérique ; un exemplaire papier étant consultable aux jours et heures d'ouverture de la Mairie.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-29,  
Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.581-1 et suivants,  
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-3 et L.153-1 et suivants,  
Vu le Règlement Local de Publicité (RLP) actuellement en vigueur sur le territoire de Guérande,  
Vu la délibération de prescription de révision du Règlement Local de Publicité du 23 avril 2018 et fixant les objectifs et modalités de concertation avec la population,  
Vu le débat sur les orientations du RLP ayant eu lieu en Conseil Municipal le 25 mars 2019,  
Vu les observations de la Commission Aménagement du Territoire, Environnement et Agriculture du 7 mai 2019,  
Vu le dossier du projet de révision du RLP et le bilan de la concertation,

Considérant qu'à la suite des évolutions législatives, il convient d'élaborer un document communal qui viendra remplacer le Règlement Local de Publicité actuellement en vigueur et dont la caducité est programmée,

Considérant que la concertation relative à la révision du RLP s'est déroulée conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme et aux modalités définies par la délibération de prescription de révision du RLP du 23 avril 2018,

Considérant que les travaux de co-construction avec les différents partenaires ainsi que la concertation avec le public, ont permis d'élaborer un Règlement Local de Publicité qui va concilier cadre de vie et liberté d'expression des acteurs économiques,

Le Conseil municipal décide :

- D'arrêter le bilan de concertation et le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) tels que présentés,
- De soumettre pour avis le projet de RLP aux personnes publiques associées et organismes, conformément aux articles L.153-16 et suivant du Code de l'urbanisme,
- D'indiquer que parallèlement, conformément à l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement, le projet de RLP arrêté sera transmis pour avis à la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la commune et fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

**VOTE : Unanimité**

Nicolas CRIAUD  
MAIRE



Révision du

**R**èglement

**L**ocal de

**P**ublicité

even  
- CONSEIL -



Guérande

VILLE DE GUERANDE

Bilan de concertation

Version pour arrêt en conseil municipal  
le 1<sup>er</sup> juillet 2019



Guérande



Règlement Local de Publicité

# SOMMAIRE

<b>1. CONTEXTE ET MODALITES DE LA CONCERTATION</b>	<b>4</b>
1.1. L'OBLIGATION DE CONCERTATION DANS LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (RLP) ..	4
1.2. LES MODALITES DE CONCERTATION DEFINIES DANS LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE REVISION DU RLP .....	4
<b>2. PRESENTATION DES ACTIONS DE CONCERTATION</b>	<b>6</b>
2.1. AFFICHAGE EN MAIRIE DE LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE REVISION DU RLP ...	6
2.2. PAGE INTERNET DEDIEE A LA PROCEDURE DU RLP .....	6
2.3. MISE A DISPOSITION D'UN REGISTRE DE CONCERTATION .....	8
2.4. ORGANISATION DE REUNIONS PUBLIQUES .....	8
2.5. ATELIERS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES DU TERRITOIRE .....	10
2.6. REUNIONS DE TRAVAIL ASSOCIANT LES PROFESSIONNELS DE L'AFFICHAGE .....	10
2.7. COMMUNICATION L'AVANCEMENT DE LA PROCEDURE ET SUR LES REUNIONS EN CONSEIL MUNICIPAL PORTANT SUR LA REVISION DU RLP .....	11
2.8. SYNTHESE DES AVIS ET DEBATS .....	11
2.9. BILAN DES ACTIONS DE CONCERTATION .....	13

## 1. CONTEXTE ET MODALITES DE LA CONCERTATION

### 1.1. L'OBLIGATION DE CONCERTATION DANS LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (RLP)

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle II », complétée par le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 a réformé la réglementation relative à la publicité extérieure, aux enseignes et préenseignes. La loi a notamment rendu obligatoire la concertation auprès du public pendant l'élaboration du projet de RLP. Le processus d'élaboration du RLP prend comme référence le processus d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Conformément à l'article L.103-3 du code de l'urbanisme, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public précise les modalités de concertation.

À l'arrêt du RLP, le bilan de la concertation est présenté devant les instances compétentes. Le bilan énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration, et relate d'une part les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part, les analyses au regard du projet global de la commune.

La concertation permet d'associer la population à la procédure d'élaboration du RLP en mettant en place des outils et des temps d'information réguliers.

### 1.2. LES MODALITES DE CONCERTATION DEFINIES DANS LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE REVISION DU RLP

La délibération en date du 23 avril 2018 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Guérande, a fixé les objectifs de cette révision en matière de publicité extérieure ainsi que les modalités de concertation suivantes :

- Adapter ce document en tenant compte du nouveau cadre juridique et réglementaire fixé notamment par la loi Grenelle II (Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) qui est venue modifier le contenu des règlements locaux de publicité et impose une mise en conformité du document avant le 13 juillet 2020 ;
- De prendre en considération l'institution de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), approuvée par délibération du 13 novembre 2017 et dont le périmètre est modifié par rapport à l'ancienne ZPPAUP ;
- De faire évoluer les zones de l'actuel Règlement Local de Publicité adapté au nouveau règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 novembre 2017.

Il est proposé conformément à l'article L.103-3 du Code de l'urbanisme, que la concertation fasse l'objet des modalités suivantes :

- Information sur l'avancement de la procédure de révision du RLP sur le site Internet de la ville ;

- Organisation d'une réunion avec les associations environnementales, l'ensemble des acteurs économiques du territoire et les afficheurs ;
- Mise à disposition du public du RLP existant et d'un registre permettant la formulation d'observations et de propositions tout au long de la procédure de révision du RLP ;
- Concertation avec les services de l'Etat et les Personnes Publiques Associées (PPA) ;
- Organisation d'une réunion publique.

## 2. PRESENTATION DES ACTIONS DE CONCERTATION

### 2.1. AFFICHAGE EN MAIRIE DE LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE REVISION DU RLP

La délibération du 23 avril 2018 prescrivant la révision du RLP a fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Cette délibération énonce les objectifs poursuivis de cette révision en matière de publicité extérieure ainsi que les modalités de concertation prévues et citées précédemment.

Ainsi, cet affichage en mairie ainsi qu'une parution dans la presse ont permis d'informer le public des objectifs poursuivis et des outils et temps réservés à la concertation au cours de la procédure de révision du RLP.

### 2.2. PAGE INTERNET DEDIEE A LA PROCEDURE DU RLP

La commune de Guérande a ouvert une page réservée à la procédure du RLP sur son site internet. La page explique le contexte réglementaire du territoire avec son RLP en vigueur, la nécessité de révision de ce RLP, la nature du projet. La page est complétée au fur et à mesure de l'avancement du projet et notamment les réunions réservées à la concertation (ateliers et réunions publiques).

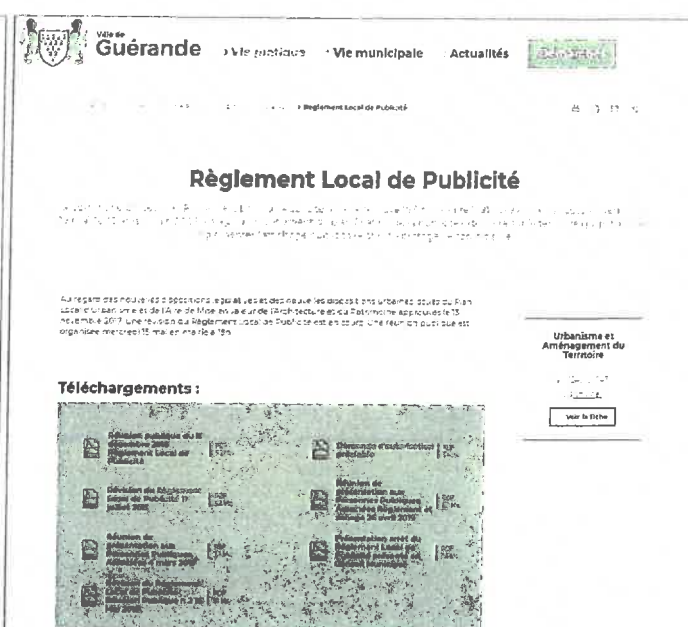
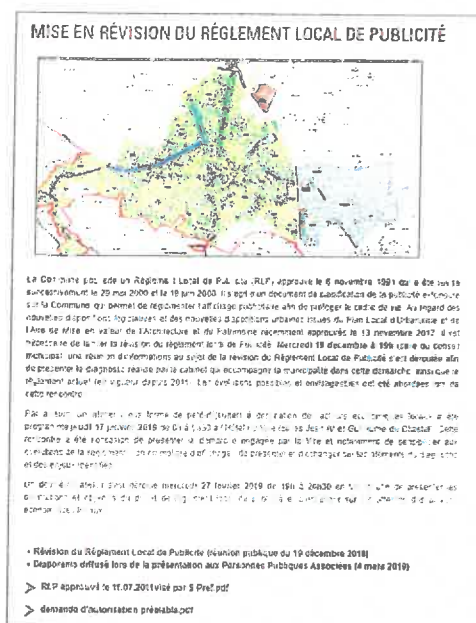
Les documents suivants sont disponibles au téléchargement sur cette page internet :

- Le RLP en vigueur ;
- Le formulaire en cas de demande d'autorisation préalable d'installation de dispositif d'enseigne, préenseigne ou publicité ;

- Le support de présentation de la réunion publique n°1 du 19 décembre 2018 dans le cadre de la révision du RLP : communication sur la démarche engagée par la ville, le diagnostic et les enjeux identifiés ;
- Le support de présentation de la réunion en présence des Personnes Publiques Associées du 4 mars 2019 dans le cadre de la révision du RLP : présentation du diagnostic, des enjeux, des orientations et objectifs du RLP ;
- Le support de présentation du débat en conseil municipal sur les orientations et objectifs du RLP ayant eu lieu le 25 mars 2019 ;
- Le support de présentation de la réunion en présence des Personnes Publiques Associées du 26 avril 2019 dans le cadre de la révision du RLP : présentation du projet de règlement et de zonage ;
- Le support de présentation de la réunion publique n°2 du 15 mai 2019 : communication sur les choix réglementaires opérés par la commune et les évolutions réglementaires au regard du RLP actuel.

Ces éléments ont permis de mettre l'avancement du projet à disposition du public.





**Extraits de la page internet de la ville réservée au RLP**  
Source : [www.ville-guerande.fr](http://www.ville-guerande.fr)

### 2.3. MISE A DISPOSITION D'UN REGISTRE DE CONCERTATION

La commune a mis à disposition un registre de concertation, disponible tout au long de la procédure, pour recueillir les avis et observations du public, qui seront pris en compte dans l'élaboration du projet. Le projet n'a pas fait l'objet de remarque dans le registre.

## 2.4. ORGANISATION DE REUNIONS PUBLIQUES

Deux réunions publiques ont été organisées au cours de la procédure.

### 1<sup>ère</sup> réunion publique

La première réunion publique a eu lieu le mercredi 19 décembre 2018 à 19h (salle du conseil municipal), lors de la première phase de travail.

Cette réunion publique a eu pour objet de sensibiliser le grand public et les acteurs concernés à la démarche engagée par la commune, de présenter le RLP en vigueur et les évolutions de la réglementation en matière de publicité extérieure. Elle a également eu pour objectif de communiquer et partager le diagnostic et les enjeux identifiés sur le territoire pour le RLP, ainsi que les évolutions possibles et envisageables pour le futur RLP.

La communication sur la tenue de cette réunion publique a fait l'objet d'articles dans la presse, sur la page internet du site de la ville ou encore sur différentes plateformes de réseaux sociaux (cf. Illustrations ci-dessous).



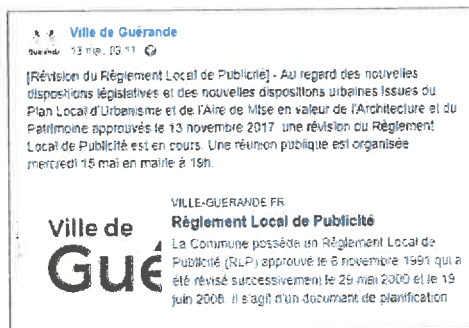
**Extrait de la page internet de la ville réservée à la tenue de la 1<sup>ère</sup> réunion publique**  
Source : [www.ville-querande.fr](http://www.ville-querande.fr)



Extrait de la publication de la ville sur le réseau social Facebook

**→ Révision du Règlement local de publicité**  
Réunion publique mercredi 19 décembre, 19 h, Hôtel de ville, 7, place du Marché au Gros Organisateur : Ville de Guérande. Une réunion d'information est organisée afin de présenter le diagnostic réalisé par le cabinet qui accompagne la municipalité dans cette démarche, ainsi que le règlement actuel (en vigueur depuis 2011). Les évolutions possibles et envisageables seront également abordées lors de cette rencontre.  
Contact : 02 40 15 60 43, <http://www.ville-guerande.fr>

Extrait de la communication de la ville sur la réunion publique dans le magazine Presse Océan



Extrait de la publication de la ville sur le réseau social Facebook

## 2<sup>ème</sup> réunion publique

Une seconde réunion, suite à la rédaction du règlement, la définition du zonage et en vue de l'arrêt du projet, a été organisée le 15 mai 2019 en soirée. Cette réunion a permis de communiquer sur les choix réglementaires opérés par la commune et les évolutions règlementaires au regard du RLP actuel, de façon synthétique et pédagogique.

La tenue de ces réunions publiques a été l'occasion d'évoquer la procédure du RLP et d'informer les habitants et acteurs locaux sur l'avancée des phases clés du RLP.



Extrait de page internet de la ville réservée à la tenue de la 2<sup>ème</sup> réunion publique  
Source : [www.ville-guerande.fr](http://www.ville-guerande.fr)

## 2.5. ATELIERS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES DU TERRITOIRE

Deux ateliers avec les acteurs économiques du territoire ont été organisés.

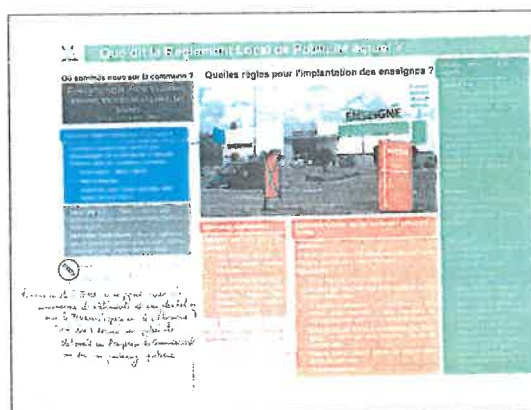
L'ensemble des acteurs économiques et commerçants ont été conviés aux ateliers. Ces temps de concertation ont permis aux commerces de proximité, en centre-ville mais également les commerces de plus grande ampleur des zones d'activités d'apporter leur contribution.

### 1<sup>er</sup> atelier

Un 1<sup>er</sup> atelier (sous forme de tables rondes et petit déjeuner) à destination des acteurs économiques locaux a été programmé le jeudi 17 janvier 2019 de 8h à 9h30 à l'Hôtel de Ville (salles Jean IV et Guillaume de Chastel). Cette rencontre a été l'occasion de présenter la démarche engagée par la Ville et notamment de sensibiliser aux évolutions de la réglementation en matière d'affichage, de présenter et d'échanger sur les éléments du diagnostic et des enjeux identifiés. Il a été question également de présenter synthétiquement la réglementation actuellement en vigueur au travers du RLP en cours de révision et d'échanger sur les éléments à modifier ou améliorer pour le futur RLP.

### 2<sup>ème</sup> atelier

Un 2<sup>ème</sup> atelier sur le RLP avec les acteurs économiques s'est tenu le mercredi 27 février 2019 de 19h à 20h30 en mairie. L'atelier a permis de faire un retour sur les remarques évoquées lors du premier atelier, de présenter les orientations et objectifs validés du RLP et de présenter les premières règles et évolutions envisagées. L'atelier a eu pour but de lister les attentes des acteurs locaux en concertation sur les règles et le zonage.



Extrait de fiche support d'atelier en table ronde annotées par les participants  
Source : EVEN Conseil

## 2.6. REUNIONS DE TRAVAIL ASSOCIANT LES PROFESSIONNELS DE L'AFFICHAGE

Les afficheurs ont pu assister à 2 réunions de présentation aux phases clés du RLP, à l'occasion de la présentation aux Personnes Publiques Associées :

- la présentation du diagnostic et les orientations et objectifs ;
- la présentation du règlement et du zonage.



Ces temps de réunion ont permis aux professionnels de l'affichage de se prononcer sur les propositions et de formuler leurs attentes vis-à-vis du projet de révision du RLP. La commune a ainsi pu tenir compte des remarques.

## 2.7. COMMUNICATION L'AVANCEMENT DE LA PROCEDURE ET SUR LES REUNIONS EN CONSEIL MUNICIPAL PORTANT SUR LA REVISION DU RLP

Par le biais de la presse locale et du site internet de la ville de Guérande, la commune a relayé les informations sur la tenue des réunions en conseil municipal portant sur la procédure de RLP aux étapes clés : la prescription de révision du RLP ainsi que le débat sur les orientations et objectifs.

**Guérande**

**Révision du règlement local de publicité**

Le conseil municipal de lundi a débuté par une délibération concernant la publicité. La municipalité doit en effet adapter son règlement pour être en conformité avec la loi du 12 juillet 2020. Pour cela, elle doit tenir compte de spécificités, comme l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et le plan local d'urbanisme de novembre 2017.

C'est par le diagnostic et la définition des orientations que le processus a été entamé devant le conseil.

Pour le groupe Vivons Guérande écologique et solidaire, « on ne va pas assez loin dans la lutte contre la pollution visuelle et contre l'incitation à consommer toujours plus. Quand allez-vous réagir ? Cela nous semble trop banal. »

Si on est suite une demande pour davantage d'affichage libre et mixé plutôt qu'actuellement, « afin

d'annoncer les événements locaux et faire vivre la vie associative et démocratique locale ».

Une autre orientation a été la prise en compte des déplacements des personnes à mobilité réduite, par exemple pour les chevales. Peut-être décaler l'interdiction des publicités sur panneaux et numériques, pour commencer sur « des entrées à la légalité depuis plusieurs années. Vous devez faire respecter le règlement, ce que vous ne faites pas actuellement ».

Réponse du Maire, Nicolas Cressat : « Nous n'irons pas vers de la répression, mais nous utiliserons la pédagogie et l'accompagnement, au lieu d'aller vers des procédures très complexes. » Marie-Annick Dumont, rapporteur de la délibération termine le débat en annonçant une réunion publique le 15 mai.

Extrait de  
l'article de  
presse Ouest  
France  
Source : Ouest  
France –  
01/04/2019

La commune a également communiqué sur l'avancement de la procédure, notamment sur l'arrêt du RLP et l'organisation des phases suivantes (consultations et enquête publique) dans la presse locale.

## 2.8. SYNTHÈSE DES AVIS ET DÉBATS

Tout au long de la procédure de révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Guérande, les habitants et acteurs du territoire ont pu faire part de leurs observations et de leurs attentes aux élus et responsables du projet.

Les réponses apportées par la commune – soit directement lors des rencontres et à l'issue de celles-ci, soit dans le RLP lorsque cela a été possible – sont précisées par la suite.

Les propositions et questionnements qui ne concernent pas le RLP n'ont pas été relevés, de même que les demandes d'intérêt particulier qui n'entraient pas dans le projet collectif et qui pourront être abordées lors de l'enquête publique.

Remarque/demande :	Réponse de la commune :
Assouplir la réglementation actuelle sur les enseignes en zones d'activités : autoriser l'apposition de logos, de banderoles temporaires, permettre une plus grande saillie des lettres en façade.	La commune souhaite répondre aux demandes formulées : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le logo est autorisé, le règlement est clarifié ;</li> <li>La commune autorise les banderoles pour l'affichage temporaire d'événements (saldes,</li> </ul>

	promotions) de manière limitée et encadrée ; <ul style="list-style-type: none"> <li>Le RLP prévoit une nouvelle règle techniquement adaptée aux activités pour la saillie des lettres d'enseigne en façade.</li> </ul>
<b>Remarque/demande :</b> Assouplir la réglementation actuelle sur les enseignes pour les commerces en centre-ville et dans la ville intra-muros : permettre un plus grand nombre d'enseignes au sol (chevalets), une plus grande taille des enseignes et des lettres en façade, etc.	La commune souhaite conserver la réglementation actuelle en majorité. Les enjeux patrimoniaux sont forts particulièrement dans le centre-ville historique, la commune souhaite renforcer la qualité de l'affichage extérieur et les enseignes, au regard des attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.
<b>Remarque/demande :</b> Intégrer la notion de surface utile dans le cas de réglementation de format des publicités et permettre d'autoriser des formats standards pour les sociétés d'affichage.	La commune répond à cette demande et intègre la notion de surface « utile » (correspondant à la surface de l'affiche seule, hors encadrement) et surface « totale » (affiche + encadrement) lorsqu'il réglemente le format des publicités et préenseignes.
<b>Remarque/demande :</b> Il est évoqué le fait que le RLP ne doit pas conduire à un abus de position dominante en autorisant	La commune rappelle que le territoire de Guérande et notamment ses agglomérations, sont largement concernées par les différentes protections

la publicité uniquement sur mobilier urbain géré par la ville.	environnementales (SPR : Secteur Sauvegardé et AVAP, périmètres des abords des Monuments Historiques, sites inscrits, Parc Naturel Régional concernant notamment le PA de Villejames, etc.). Ces protections impliquent l'interdiction relative de publicité dans ces secteurs. Le RLP fait le choix de déroger à cette interdiction et permettre l'implantation de publicités, toutefois nécessairement encadrée. Les dispositifs de mobilier urbain sont ainsi privilégiés par la commune sur certains secteurs. D'autre part, le RLP n'interdit en aucun cas unilatéralement la publicité sur la commune et n'impose pas uniquement le mobilier urbain sur l'ensemble du territoire. La publicité autre que sur mobilier urbain sera autorisée dans les secteurs suivants : avenue Anne de Bretagne, avenue de la Brière, D252, axes routiers principaux traversant les Parcs d'Activités de Villejames et des Salines.
--	--

## 2.9. BILAN DES ACTIONS DE CONCERTATION

La municipalité a organisé la concertation pendant toute la durée la révision de son RLP, depuis la délibération du 23 avril 2018 lançant la procédure jusqu'à la délibération qui arrêtera le projet et où sera également soumis le présent bilan de concertation. La démarche de concertation a respecté les modalités de concertation prévues dans la délibération de prescription de révision du RLP.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer régulièrement les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche.

L'implication des habitants et des acteurs concernés à-travers les deux réunions publiques et le travail de co-construction en atelier avec les acteurs concernés, a permis de recueillir quelques avis et remarques considérés et pris en compte en vue de la révision du RLP.

Les avis exprimés mettent notamment en exergue la nécessité de prendre en compte les activités économiques et leur besoin de visibilité ainsi que la nécessité de préserver le patrimoine bâti et les paysages de la commune.

Il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du projet au Conseil Municipal avant transmission aux Personnes Publiques Associées puis enquête publique.

